

AGRI-STABILITÉ

Manuel 2013

Ce document est proposé à titre de référence seulement et il peut être modifié en tout temps sans préavis. Son contenu, en partie ou en totalité, ne peut en aucun cas prévaloir sur les dispositions prévues à l'Accord-cadre *Cultivons l'avenir 2* ni aux lignes directrices du programme Agri-stabilité.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|-------------------------------------------------------------|----|
| PROCESSUS GÉNÉRAL | 4 |
| ADMISSIBILITÉ AU PROGRAMME..... | 5 |
| PRODUITS ADMISSIBLES..... | 5 |
| 1. PAIEMENT DU PROGRAMME..... | 6 |
| 2. CONTRIBUTION DES PARTICIPANTS | 7 |
| 3. DONNÉES FINANCIÈRES | 8 |
| 3.1 GÉNÉRALITÉS | 8 |
| 3.2 MÉTHODES DE COMPTABILITÉ | 8 |
| 3.3 REVENUS ET DÉPENSES ADMISSIBLES ET NON ADMISSIBLES..... | 8 |
| 3.3.1 Montants reçus des divers programmes agricoles | 9 |
| 3.3.2 Travail ou élevage à forfait..... | 9 |
| 3.3.3 Contrats à terme..... | 9 |
| 3.3.4 Dépenses d'emploi..... | 10 |
| 3.3.5 Produits emballés ou transformés..... | 10 |
| 3.4 MODIFICATIONS AUX DONNÉES FINANCIÈRES..... | 10 |
| 4. CALCUL DES MARGES ET DES BÉNÉFICES | 11 |
| 4.1 CALCUL DE LA MARGE DE PRODUCTION..... | 11 |
| 4.2 CALCUL DE LA MARGE DE RÉFÉRENCE | 11 |
| 4.3 PÉRIODE PROLONGÉE OU RACCOURCIE..... | 12 |
| 4.4 CHANGEMENT STRUCTUREL | 12 |
| 4.5 REGROUPEMENT DES EXPLOITATIONS..... | 13 |
| 4.6 CALCUL DES BÉNÉFICES DU PROGRAMME | 13 |
| 4.6.1 Généralités | 13 |
| 4.6.2 Produits sous gestion de l'offre..... | 13 |
| 4.6.3 Paiement maximal | 13 |
| 4.7 PAIEMENT PROVISOIRE | 14 |
| 4.7.1 Paiement provisoire régulier | 14 |
| 4.7.2 Avance ciblée | 14 |
| 5. OPÉRATIONS MONÉTAIRES..... | 15 |
| 5.1 PAIEMENT DU PROGRAMME | 15 |
| 5.2 FRAIS ADMINISTRATIFS | 15 |
| 5.3 RECOUVREMENT DES SOMMES DUES..... | 15 |
| 5.4 TRAITEMENT FISCAL DES OPÉRATIONS D'AGRI-STABILITÉ | 15 |
| 5.5 CESSIBILITÉ | 15 |
| 6. GESTION DU DOSSIER | 16 |
| 6.1 GÉNÉRALITÉS | 16 |
| 6.2 TRANSFERT DE PROTECTION | 16 |
| 6.3 RETRAIT DU PROGRAMME | 16 |
| 6.4 FERMETURE DE DOSSIER | 16 |
| 6.4.1 Documents à fournir | 17 |
| 6.4.2 Dernière année de participation au programme..... | 17 |

| | |
|------------------------------------------------------------------|----|
| 7. GESTION DU PROGRAMME | 18 |
| 7.1 VÉRIFICATION, CONTRÔLE ET EXACTITUDE DES RENSEIGNEMENTS..... | 18 |
| 7.2 RECOUVREMENT | 18 |
| 7.3 DEMANDE DE RÉVISION | 18 |
| 7.4 PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS..... | 19 |
| LEXIQUE DES TERMES UTILISÉS | 20 |
| ANNEXE A | 21 |

Agri-stabilité est un programme de première ligne basé sur le revenu global de l'entreprise agricole. C'est un outil de gestion du risque qui est offert à toutes les entreprises agricoles canadiennes et qui a comme objectif de les protéger contre les baisses de marge de plus de 30 % par rapport à la moyenne des années antérieures.

PROCESSUS GÉNÉRAL

Paiement de la contribution du participant

La contribution du participant doit être acquittée à la date la plus tardive entre le 30 avril 2013 ou dans les 30 jours suivant la date de réception de l'Avis de participation. Après cette date, une contribution supplémentaire de 20 % sera ajoutée. Si la contribution n'est pas acquittée le 31 décembre 2013, le participant ne sera pas admissible pour l'année de participation 2013.



Transmission des données financières de l'année de participation

Les données financières doivent avoir été transmises au plus tard le 30 septembre 2014 pour l'année de participation 2013. Toutefois, ces données pourront être acceptées entre le 30 septembre et le 31 décembre 2014, mais le paiement auquel a droit le participant sera alors réduit de 500 \$ par mois (ou partie de mois) de retard. Les participants qui n'auront pas transmis leurs données au 31 décembre 2014 ne seront pas admissibles pour l'année de participation 2013.



Calcul des bénéfices du programme

Le participant est informé de l'aide gouvernementale qu'il reçoit dans le cadre du programme par l'Avis de calcul des bénéfices du programme. Agri-stabilité comblera 70 % de la baisse de marge (marge de référence – marge de l'année) qui excède 30 % de la marge de référence. La marge de référence correspond à la moyenne des marges de production des cinq dernières années, en excluant la plus élevée et la plus basse (moyenne olympique). Toutefois, la marge de référence est limitée à la moyenne des dépenses admissibles de ces mêmes années de référence.

ADMISSIBILITÉ AU PROGRAMME

Pour être admissible au programme Agri-stabilité, le participant doit, au cours de l'année de participation :

- être enregistré au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ), conformément au *Règlement sur l'enregistrement des exploitations agricoles et sur le paiement des taxes foncières et des compensations*, et fournir son numéro d'enregistrement (NIM);
- avoir déclaré des revenus ou des pertes agricoles à l'Agence du revenu du Canada au plus tard le 31 décembre de l'année suivant l'année de participation¹;
- avoir exercé des activités agricoles au Canada pendant au moins six mois consécutifs²;
- avoir complété un cycle de production² (appariement des revenus et des dépenses);
- avoir respecté toutes les exigences du programme relativement aux dates limites;
- mettre en marché un produit visé conformément aux règlements et aux conventions en vigueur dans le cadre de la *Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche*, le cas échéant.

Tous les types d'entreprises (particulier, société par actions, société de personnes, société sans but lucratif, fiducie, coopérative) sont admissibles. Le particulier doit fournir son numéro d'assurance sociale (NAS) et les autres entités leur numéro d'entreprise du Québec (NEQ) ou celui émis par le gouvernement fédéral (NE). Les stations de recherche, les universités, les collèges et les autres organismes financés par le gouvernement ne sont pas admissibles.

L'entreprise agricole doit participer à ce programme dans la province d'où provient la majorité de son revenu agricole au cours des cinq dernières années.

PRODUITS ADMISSIBLES

La majorité des produits agricoles sont admissibles à Agri-stabilité sauf les produits forestiers³ et d'aquaculture, les chevaux de course, la mousse de tourbe et les animaux sauvages dans leur milieu naturel. De plus, les revenus découlant d'activités agricoles réalisées à l'extérieur du Canada et de la revente de produits qui ne sont pas issus de l'exploitation agricole ne sont pas admissibles.

¹ L'application de cette exigence peut être suspendue pour les Indiens inscrits qui exploitent une entreprise agricole dans une réserve indienne au Canada.

² L'application de cette exigence peut être suspendue si elle n'a pu être respectée durant l'année de participation en raison d'une catastrophe naturelle qui échappe au contrôle du participant.

³ Les revenus provenant de la production ou de la récolte d'arbres aux fins de bois de chauffage, de matériaux de construction, de perches et poteaux, de fibre, de pulpe et papier ou aux fins de reboisement ne sont pas admissibles.

1. PAIEMENT DU PROGRAMME

La marge de production correspond sommairement à la différence entre les revenus agricoles et les frais variables de l'entreprise. La marge historique, appelée marge de référence, correspond à la moyenne des marges de production des cinq dernières années, à l'exclusion de la plus élevée et de la plus basse. Toutefois, la marge de référence est limitée (ne peut être supérieure) à la moyenne des dépenses admissibles des années utilisées comme référence.

Si la marge de production de l'année de participation¹ ou marge de l'année représente moins de 70 % de sa marge de référence, cette baisse de marge (qui excède 30 % de la marge de référence) sera comblée à 70 % par un paiement du programme Agri-stabilité.

Le montant maximal du paiement qui peut être versé à un participant pour une année donnée est de 3 M\$. La contribution des gouvernements provient à 60 % du gouvernement du Canada et à 40 % du gouvernement du Québec.

À titre d'exemple, pour une entreprise dont la marge de référence est de 100 000 \$ et la marge de l'année de 30 000 \$, le paiement d'Agri-stabilité est de 28 000 \$.

| | | |
|---|------------------------------------------------|---------------|
| A | Marge de référence ¹ | 100 000,00 \$ |
| B | Marge de référence à 70 % | 70 000,00 \$ |
| C | Marge de l'année | 30 000,00 \$ |
| D | Baisse de marge couverte (B-C) | 40 000,00 \$ |
| E | Paiement avant réduction (D x 70 %) | 28 000,00 \$ |
| F | Réduction de paiement pour déclaration tardive | 0,00 \$ |
| G | Paiement (E-F) | 28 000,00 \$ |

¹ La marge de référence de 125 000 \$ a été limitée aux dépenses admissibles de référence.

Si la marge de référence est négative, la totalité de la baisse de marge est couverte si les marges de deux des trois années de référence retenues sont positives.

La part négative de la baisse de marge pourrait être réduite si l'entreprise a choisi de ne pas participer à un niveau de protection minimal de 70 % au Programme d'assurance récolte.

¹ L'année de participation est la période correspondant à(aux) l'exercice(s) financier(s) de l'entreprise se terminant au cours d'une année civile.

2. CONTRIBUTION DES PARTICIPANTS

La contribution des participants à Agri-stabilité représente un montant de 3,15 \$ pour chaque tranche de 1 000 \$ de marge de référence contributive. Cette marge est calculée en fonction des données qui ont déjà été soumises. La contribution minimale est fixée à 45 \$.

La marge de référence contributive pour l'année 2013 est établie en faisant la moyenne olympique des marges de production des années 2007 à 2011, soit la moyenne de trois de ces cinq années, après avoir enlevé la marge la plus élevée et la marge la plus basse. Toutefois, si le participant ne dispose pas de données financières pour chacune de ces années, la marge de référence contributive est calculée en faisant la moyenne des marges de production des années 2009, 2010 et 2011.

Avant de calculer la moyenne, les marges de production peuvent être ajustées à partir de la capacité productive de l'année de participation 2011 si l'entreprise était alors en production. Des marges repères représentant un montant moyen par secteur peuvent être utilisées pour établir les marges de production des années pour lesquelles La Financière agricole ne dispose pas des données financières (notamment pour les nouvelles entreprises agricoles).

3. DONNÉES FINANCIÈRES

3.1 GÉNÉRALITÉS

Le participant doit déclarer annuellement l'ensemble des revenus et dépenses agricoles relatifs à l'exercice financier de son entreprise en fonction de ses états financiers. De plus, il doit déclarer le nombre d'unités productives qui constituent la mesure de la capacité de production de l'entreprise. Ces données devront être transmises à La Financière agricole afin qu'elle établisse les éléments suivants à chaque année de participation :

- la marge de l'année;
- la marge de référence (moyenne olympique des marges de production des cinq dernières années) sans dépasser la moyenne des dépenses admissibles des années retenues dans le calcul;
- la marge de référence contributive (nécessaire pour établir la contribution du participant au programme);
- les bénéfices que peut procurer le programme, le cas échéant.

3.2 MÉTHODES DE COMPTABILITÉ

La méthode de comptabilité d'exercice doit être utilisée pour déclarer toutes les données financières, et ce, peu importe la méthode de comptabilité utilisée aux fins fiscales.

Si les états financiers sont établis en comptabilité de caisse, des informations supplémentaires seront nécessaires pour que le préparateur de données financières puisse convertir les données sur la base de la comptabilité d'exercice. À cette fin, le participant devra généralement fournir les informations suivantes, pour chacune des années en cause :

- les comptes clients et les revenus perçus d'avance admissibles de début et de fin d'exercice financier;
- les comptes fournisseurs et les frais payés d'avance admissibles de début et de fin d'exercice financier;
- la valeur des inventaires admissibles de début et de fin d'exercice financier.

3.3 REVENUS ET DÉPENSES ADMISSIBLES ET NON ADMISSIBLES

En général, on entend par revenus admissibles, les ventes de produits agricoles et les indemnités d'assurance récolte. Les dépenses admissibles, quant à elles, se limitent généralement aux dépenses reliées directement à la production agricole (voir la liste des revenus et des dépenses admissibles et non admissibles à l'annexe A).

Il est à noter que les revenus provenant de la revente de produits agricoles, d'activités agricoles menées à l'extérieur du Canada, de l'aquaculture, de l'industrie des chevaux de course, de la vente de mousse de tourbe, de bois, d'animaux sauvages dans leur milieu naturel et de plants forestiers ne sont pas admissibles.

3.3.1 Montants reçus des divers programmes agricoles

Les montants reçus en vertu de certains programmes sont considérés à titre de revenus admissibles à Agri-stabilité, dont notamment :

- a) le Programme d'assurance récolte et le Plan d'indemnisation pour la sauvagine;
- b) les programmes de culture de couverture (PCC), d'indemnité pour coûts de production (ICP), de vaccination contre le circovirus (PVC), de réforme des porcs reproducteurs (PRPR), la partie admissible des indemnités du programme Agri-relance et d'indemnisation administrés par l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ex. : indemnités pour les pertes liées à la tremblante du mouton). Les montants reçus de ces programmes sont admissibles seulement pour l'année de participation.

Par contre, à titre d'exemple les interventions du Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles (ASRA), d'Agri-investissement, d'Agri-Québec et la partie inadmissible des indemnités du programme Agri-relance ne sont pas considérées à titre de revenus admissibles.

3.3.2 Travail ou élevage à forfait

Les revenus obtenus pour des travaux ou de l'élevage à forfait ne sont pas admissibles à Agri-stabilité. Conséquemment, La Financière agricole déduira, des dépenses admissibles de l'entreprise, une somme équivalant à 30 % de ces revenus, afin de tenir compte des dépenses qu'elle a engagées pour réaliser ces travaux ou cet élevage à forfait. Si ce pourcentage est inapproprié, le participant peut utiliser un autre ratio.

Cependant, lorsque l'entreprise fournit des produits admissibles à titre d'aliments aux animaux qu'elle engraisse ou élève à forfait pour le compte d'un tiers (le propriétaire des animaux), elle peut déclarer la valeur de ces produits à titre de revenu admissible, pour autant que des pièces justificatives permettent d'établir cette valeur.

De même, les dépenses que l'entreprise a engagées pour faire réaliser des travaux ou élever ses animaux par un tiers ne sont généralement pas admissibles à Agri-stabilité.

Parmi les principaux travaux à forfait, mentionnons l'engraissement d'animaux, les semis, le criblage, le battage, l'ensilage, le déneigement, le défrichement, l'exploitation forestière, etc.

3.3.3 Contrats à terme

Les opérations sur les marchés à terme (y compris les options) représentent des revenus ou des dépenses admissibles, dans la mesure où il s'agit d'opérations de couverture pour les quantités produites ou consommées au sein de l'entreprise, et non d'opérations de spéculation. Le cas échéant, le participant pourrait être tenu de le démontrer.

3.3.4 Dépenses d'emploi

Les salaires versés à une personne ayant un lien de dépendance (y compris les honoraires de gestion ou les salaires versés aux actionnaires d'une société par actions) ne sont pas des dépenses admissibles à Agri-stabilité.

3.3.5 Produits emballés ou transformés

Les produits admissibles emballés ou transformés issus de l'exploitation agricole d'un participant sont considérés admissibles, pour autant que les montants soient déclarés par ce participant comme revenu agricole aux fins d'imposition.

Les revenus de repas de cabane à sucre ou de tables champêtres ne sont admissibles qu'en partie, soit en fonction de la part attribuable à la valeur du sirop d'érable ou des produits admissibles provenant de l'entreprise du participant.

3.4 MODIFICATIONS AUX DONNÉES FINANCIÈRES

Si le participant juge qu'il y a lieu de modifier ses données financières pour une année donnée, il peut faire une demande de modification écrite à La Financière agricole dans les 18 mois suivant la date d'émission du premier Avis de calcul des bénéfices du programme. Après ce délai, les modifications demandées seront considérées mais aucun bénéfice additionnel ne sera payé pour l'année concernée.

La Financière agricole se réserve le droit d'accepter ou de refuser la demande de modification. S'il y a lieu, un nouvel Avis de calcul des bénéfices sera expédié afin de considérer les ajustements.

Toute donnée qui ne peut être appuyée par des pièces justificatives peut être modifiée par La Financière agricole.

4. CALCUL DES MARGES ET DES BÉNÉFICES

4.1 CALCUL DE LA MARGE DE PRODUCTION

La marge de production est basée sur l'(les) exercice(s) financier(s) de l'entreprise se terminant au cours d'une année civile et devra tenir compte des variations d'inventaires ainsi que des comptes clients, des revenus perçus d'avance, des comptes fournisseurs et des frais payés d'avance.

Toutefois, la variation d'inventaire des animaux reproducteurs sera calculée en fonction de la variation du nombre d'animaux en inventaire au début et à la fin de l'exercice financier et du prix de fin.

4.2 CALCUL DE LA MARGE DE RÉFÉRENCE

Si le participant a exercé des activités agricoles de façon continue au cours des cinq années précédant l'année de participation, sa marge de référence sera calculée selon la « moyenne olympique ». Il s'agit de la moyenne des marges de production des cinq années précédant l'année de participation, en excluant la plus élevée et la plus basse. Si une entreprise agricole a subi un changement structurel, La Financière agricole redressera les marges de production de la période de référence avant de déterminer les années qui seront retenues pour le calcul de la moyenne olympique (voir la section 4.4 : « Changement structurel »).

Si le participant n'a pas exercé d'activité agricole de façon continue au cours des cinq années précédant l'année de participation, sa marge de référence sera fondée sur la marge de production moyenne des trois années précédant immédiatement l'année de participation.

Si le participant n'a pas exercé d'activité agricole ni déclaré de revenus (ou de pertes) agricoles au cours d'une ou de plusieurs des trois années précédant immédiatement l'année de participation, les marges des années manquantes seront établies par La Financière agricole à l'aide de marges repères, d'après la taille de son exploitation au cours de l'année de participation. Aucune marge ne sera établie pour une année de référence au cours de laquelle le participant a déclaré ou aurait dû déclarer un revenu (perte) agricole.

La marge de référence est la moindre de la moyenne olympique des marges de production ou de la moyenne des dépenses admissibles (sur une base de comptabilité d'exercice) pour les années retenues pour le calcul de la marge de référence (considérant un éventuel ajustement structurel).

Exemple de calcul de la marge de référence

| ANNÉE DE RÉFÉRENCE | REVENUS ADMISSIBLES (\$) | DÉPENSES ADMISSIBLES (\$) | MARGE DE PRODUCTION (\$) |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|---------------------------|--------------------------|
| 2008 | 150 000 | 70 000 | 80 000 |
| 2009 | 90 000 | 60 000 | 30 000 ¹ |
| 2010 | 160 000 | 60 000 | 100 000 |
| 2011 | 190 000 | 70 000 | 120 000 |
| 2012 | 200 000 | 75 000 | 125 000 ¹ |
| Moyenne olympique des marges de production = (80 000 \$ + 100 000 \$ + 120 000 \$) / 3 = 100 000 \$ | | | |
| Moyenne des dépenses admissibles (mêmes années) = (70 000 \$ + 60 000 \$ + 70 000 \$) / 3 = 66 666,67 \$ | | | |
| Marge de référence = 66 666,67 \$² | | | |

¹ Les années où la marge est la plus élevée et la plus basse ne sont pas considérées dans la moyenne olympique.

² La marge de référence est limitée à la moyenne des dépenses admissibles.

4.3 PÉRIODE PROLONGÉE OU RACCOURCIE

Si l'année de participation comporte plus de 12 mois (période prolongée), un ajustement des revenus et dépenses peut s'effectuer afin de considérer une période de 12 mois. Cependant, si le nombre de cycles de production complétés est celui prévu pour une période de 12 mois, la période prolongée peut être utilisée telle quelle.

Si l'année de participation comporte moins de 12 mois (période raccourcie) et qu'aucun cycle de production n'a été complété, elle est inadmissible. Lorsqu'elle deviendra une année de référence, elle sera combinée avec l'année précédente et ajustée sur une période de 12 mois.

4.4 CHANGEMENT STRUCTUREL

On entend, par changement structurel, un changement relatif au propriétaire, à la structure juridique de l'entreprise, à la taille de l'exploitation, aux pratiques agricoles, à la méthode de comptabilité ou à toute autre pratique qui pourrait influencer sur la marge de production.

Si le changement structurel a une incidence sur le potentiel de rentabilité de l'entreprise, la marge de référence et celle de l'année de participation pourraient être redressées afin d'exprimer ces changements.

Règle générale, un ajustement structurel sera effectué pour ajuster les marges de production des années de référence en fonction de la capacité productive de l'entreprise au cours de l'année de participation. Lors de cet ajustement, on considère donc les entreprises en croissance ou en décroissance, de la façon suivante :

- Pour chaque année de la période de référence, on établira la différence d'unités productives (de chaque produit ou groupe de produits) entre l'année de référence et l'année de participation. À cette fin, le participant devra fournir le nombre d'unités productives de son entreprise pour chacune de ces années.
- Cette différence d'unités productives de chaque production sera convertie en valeur monétaire en la multipliant par une marge repère annuelle établie par La Financière

agricole, pour chaque production ou groupe de productions. Pour certaines situations, La Financière agricole peut ajuster la marge repère en fonction des données individuelles ou régionales.

- La valeur monétaire ainsi établie sera ajoutée à la marge de production réelle de l'année de référence visée ou en sera retranchée afin d'obtenir la marge de production redressée.

Les ajustements structurels seront effectués seulement si la différence entre la marge de référence redressée et la marge de référence avant redressement est supérieure à 10 % et à une valeur de 5 000 \$.

Toutefois, lorsque l'entreprise a subi un changement structurel en raison d'une catastrophe (inondation, sécheresse, etc.), La Financière agricole peut décider de ne pas effectuer d'ajustement structurel.

4.5 REGROUPEMENT DES EXPLOITATIONS

Les données sur les revenus et dépenses de deux ou de plusieurs participants peuvent être regroupées si leurs exploitations agricoles n'ont pas d'indépendance juridique, financière ou fonctionnelle ou ne transigent pas entre elles à la juste valeur marchande, et ce, même si chacune déclare séparément ses activités à des fins fiscales.

4.6 CALCUL DES BÉNÉFICES DU PROGRAMME

4.6.1 Généralités

Après le traitement des données financières de son entreprise, le participant recevra un avis de calcul des bénéfices du programme (ACBP) indiquant la marge de l'année et la marge de référence. Le montant du paiement est également indiqué lorsque la marge de l'année baisse de plus de 30 % par rapport à la marge de référence.

4.6.2 Produits sous gestion de l'offre

Les revenus provenant des productions sous gestion de l'offre (lait de vache, œufs de poule, poulets et dindons) sont admissibles à Agri-stabilité comme les autres productions agricoles. Ils sont donc sujets à l'intervention du programme si la marge de l'année est inférieure à 70 % de la marge de référence.

4.6.3 Paiement maximal

Le montant maximal du paiement qui peut être versé au participant par année de participation est de 3 M\$.

4.7 PAIEMENT PROVISOIRE

4.7.1 Paiement provisoire régulier

Un participant peut demander un paiement provisoire, au cours d'une année de participation, lorsqu'il :

- respecte les conditions d'admissibilité au programme au moment de la demande;
- a exercé des activités agricoles pendant six mois et terminé un cycle de production.

Le calcul de l'intervention du programme lors d'un paiement provisoire est fondé sur la baisse projetée de la marge de l'année par rapport à la marge de référence estimée. Toutefois, le paiement provisoire est limité à 50 % du paiement total prévu.

Les données financières prévisionnelles nécessaires au calcul du paiement provisoire doivent couvrir la période complète de l'exercice financier du participant se terminant dans l'année de participation pour laquelle un paiement provisoire est demandé. Les données financières prévisionnelles pour cette période doivent être fournies en comptabilité d'exercice.

Si le participant ne respecte pas les exigences du programme au cours de l'année de participation pour laquelle il a reçu un paiement provisoire, ce dernier sera considéré comme versé en trop et devra être remboursé. De plus, la partie du paiement provisoire reçu qui dépasserait le montant réel auquel le participant a droit devra être remboursée.

4.7.2 Avance ciblée

Une avance ciblée, pour une année de participation donnée, peut être versée aux participants d'une région ou d'un secteur désigné après entente entre les gouvernements du Canada et du Québec. Seule une situation particulière causant un impact financier significatif peut justifier une avance ciblée.

5. OPÉRATIONS MONÉTAIRES

5.1 PAIEMENT DU PROGRAMME

Lorsqu'un participant a droit aux bénéfices que procure le programme, un paiement lui est versé directement ou servira à compenser des sommes dues à La Financière agricole, en vertu des divers programmes qu'elle administre. Aucun paiement inférieur à 10 \$ n'est versé.

5.2 FRAIS ADMINISTRATIFS

Tous les participants d'Agri-stabilité doivent payer annuellement des frais d'administration du programme. Ces frais s'élèvent à 55 \$ par participant et pourront être prélevés lors d'un paiement effectué dans le cadre des programmes administrés par La Financière agricole.

5.3 RECOUVREMENT DES SOMMES DUES

Les dettes envers l'État, incluant notamment les sommes dues en vertu d'autres programmes fédéraux ou provinciaux, peuvent être recouvrées à même les paiements d'Agri-stabilité.

5.4 TRAITEMENT FISCAL DES OPÉRATIONS D'AGRI-STABILITÉ

Les transactions relatives à Agri-stabilité seront traitées, sur le plan fiscal, par l'Agence du revenu du Canada (ARC) et le ministère du Revenu du Québec (MRQ) de la façon suivante :

- les paiements sont imposables à titre de revenus agricoles dans l'année où ils ont été versés;
- les contributions des participants et les frais d'administration sont déductibles à titre de dépenses d'entreprise agricole.

5.5 CESSIBILITÉ

Les paiements du programme sont cessibles.

6. GESTION DU DOSSIER

6.1 GÉNÉRALITÉS

Au cours de sa participation à Agri-stabilité, une entreprise agricole peut être impliquée dans une situation pouvant entraîner le transfert de sa protection au bénéfice d'une autre entreprise agricole ou la fermeture de son dossier.

6.2 TRANSFERT DE PROTECTION

Dans certaines situations impliquant une modification du statut juridique de l'entreprise ou une vente, le participant peut demander à La Financière agricole le transfert de sa protection. Dans une telle situation, il doit communiquer avec La Financière agricole.

6.3 RETRAIT DU PROGRAMME

L'entreprise qui ne répond pas aux conditions d'admissibilité ou qui ne désire pas participer à Agri-stabilité pour une année spécifique doit aviser La Financière agricole avant le 30 avril de l'année de participation concernée ou au plus tard à la date limite indiquée sur l'avis de participation. Après cette date, l'entreprise est considérée comme participante et devra acquitter la contribution exigible, pourvu qu'elle soit admissible à participer au programme.

6.4 FERMETURE DE DOSSIER

Le participant (ou sa succession) doit aviser La Financière agricole de tout changement pouvant entraîner la fermeture de son dossier ou son transfert lorsqu'il :

- cesse ses activités agricoles en vendant son exploitation agricole à un tiers ou en abandonnant l'agriculture;
- procède à une modification du statut juridique de son entreprise;
- dissout ou liquide son entreprise (société par actions, société de personnes, société sans but lucratif, fiducie ou coopérative);
- décède ou fait faillite.

Le participant peut fermer son dossier à tout moment. Le participant qui n'a pas transmis ses données financières ou qui n'a pas déclaré de revenus ni de dépenses admissibles pendant deux années consécutives verra son dossier fermé par La Financière agricole.

Son dossier est également fermé pour l'année suivante, s'il ne paie pas la contribution d'une année de participation.

6.4.1 Documents à fournir

Afin de fermer son dossier, le participant ou son représentant (liquidateur de la succession ou syndic) doit communiquer avec La Financière agricole, pour l'informer de la date et de la raison de fermeture de son dossier. De plus, il devra spécifier s'il a complété un cycle de production agricole au cours de sa dernière année de participation afin d'établir son admissibilité pour sa dernière année de participation.

Dans le cas d'un décès, le liquidateur de la succession doit fournir l'acte de décès et, au besoin, une copie du testament.

Lorsqu'un participant est en faillite, le syndic doit transmettre l'avis de faillite à La Financière agricole.

6.4.2 Dernière année de participation au programme

Lorsque le participant respecte les critères d'admissibilité pour sa dernière année de participation, il peut déclarer les revenus qu'il a réalisés entre le début de son exercice financier et le jour où l'événement entraînant la fermeture de son dossier s'est produit.

Dans le cas d'un décès ou d'une faillite, le liquidateur de la succession ou le syndic peut déclarer les revenus et dépenses que l'entreprise agricole a réalisés au cours de l'exercice financier.

Si la dernière année de participation au programme comprend un nombre de mois inférieur à 12, elle pourra être traitée à titre de période raccourcie (voir la section 4.3).

7. GESTION DU PROGRAMME

7.1 VÉRIFICATION, CONTRÔLE ET EXACTITUDE DES RENSEIGNEMENTS

Le participant doit s'assurer que les renseignements fournis à La Financière agricole sont exacts et complets. Ainsi, il est tenu de fournir toute information pouvant entraîner une modification aux renseignements déclarés.

Les renseignements donnés peuvent faire l'objet d'une vérification avant ou après un paiement. Les entreprises doivent alors soumettre, à la demande de La Financière agricole, tout renseignement permettant de calculer le montant des paiements, notamment les documents relatifs aux déclarations de revenus ainsi qu'aux différents programmes agricoles fédéraux ou provinciaux.

Le participant qui fournit de faux renseignements ou qui déroge à l'une des conditions d'admissibilité du programme peut se voir refuser ou retirer le droit aux bénéfices du programme.

7.2 RECOUVREMENT

Les participants sont tenus de rembourser tout paiement reçu en trop dans le cadre du programme.

Les sommes dues commenceront à porter intérêt trente (30) jours après la date d'envoi de l'avis de recouvrement. Le taux d'intérêt qui leur sera appliqué est celui des bons du Trésor à échéance de quatre-vingt-dix (90) jours, augmenté de 2 % annuellement. Ce taux est réajusté trimestriellement.

7.3 DEMANDE DE RÉVISION

Toute demande de révision d'une décision rendue par La Financière agricole doit :

- être formulée par écrit et transmise à la Direction du traitement des données financières, au 1400, boul. de la Rive-Sud, Saint-Romuald (Québec) G6W 8K7;
- faire état des motifs détaillés pour lesquels la révision est demandée;
- être adressée dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date de la décision contestée;
- être accompagnée des frais exigibles.

Un désaccord avec les paramètres et les fondements du programme n'est pas un motif de révision.

7.4 PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Une fois que la demande à Agri-stabilité a été présentée, l'information qu'elle contient devient confidentielle. Les renseignements personnels sont protégés en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

Les renseignements personnels et financiers que le participant communique à La Financière agricole seront utilisés dans le cadre d'Agri-stabilité ou des divers autres programmes qu'elle administre. Ils peuvent également être transmis à Agriculture et Agroalimentaire Canada ainsi qu'à l'Agence du revenu du Canada.

LEXIQUE DES TERMES UTILISÉS

Année de participation : période correspondant à(aux) (l')exercice(s) financier(s) de l'entreprise se terminant au cours d'une année civile.

Avis de calcul des bénéfices du programme (ACBP) : avis indiquant le détail du calcul des bénéfices que procure le programme au participant.

Avis de participation : avis indiquant le montant de contribution à acquitter par le participant dans le délai prescrit par le programme.

Catastrophe : circonstances ou événements indépendants de la volonté d'un participant comprenant les catastrophes naturelles liées aux intempéries, les incendies, les épidémies, mais excluant les circonstances médicales personnelles.

Changement structurel : changement relatif au propriétaire, à la structure de l'entreprise, à la taille de l'exploitation, aux pratiques agricoles, au type d'activité agricole ou à toute autre pratique qui pourrait influencer sur les marges de production.

Cycle de production : comprend une ou plusieurs des activités suivantes :

- la croissance et la récolte d'une culture;
- l'élevage d'animaux;
- l'achat et/ou la vente d'animaux au cours d'une année de programme dans le cas d'entreprises d'engraissement et de finition.

Lien de dépendance : on considère que deux personnes ou plus ont un lien de dépendance si :

- l'une est l'ascendant ou le descendant de l'autre;
- elles sont frères, sœurs, mariées ou conjoints de fait;
- l'une est mariée à l'ascendant ou au descendant de l'autre, à son frère ou à sa sœur;
- l'une a été adoptée par l'autre ou par l'ascendant ou le descendant de l'autre.

En ce qui a trait aux sociétés, elles ont un lien de dépendance avec leurs actionnaires ou sociétaires. Le lien de dépendance est défini plus en détail à la *Loi de l'impôt sur le revenu*, sous la rubrique « personnes liées ».

Produits sous gestion de l'offre : produits assujettis aux dispositions de la *Loi sur la Commission canadienne du lait* ou pour lesquels des offices de commercialisation nationaux ont été établis en vertu de la partie II de la *Loi sur les offices des produits agricoles* (lait de vache, œufs de poule, poulets et dindons).

ANNEXE A
REVENUS ET DÉPENSES ADMISSIBLES ET NON ADMISSIBLES

| REVENUS ADMISSIBLES | REVENUS NON ADMISSIBLES |
|----------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Ventes de produits agricoles | Travail ou élevage à forfait |
| Remises sur les dépenses admissibles | Montants reçus des programmes suivants : ASRA, PTEP, Agri-stabilité, Agri-investissement et Agri-Québec |
| Indemnités pour dommages causés par la faune | Remises sur les dépenses non admissibles |
| Indemnités d'assurance récolte | Ristourne |
| | Intérêts |
| Indemnités d'assurance visant des pertes de produits admissibles | Gravier |
| | Revenus de location |
| | Revente de produits achetés, revenus tirés du bois, de l'aquaculture, des chevaux de course et des activités agricoles à l'extérieur du Canada |
| DÉPENSES ADMISSIBLES | DÉPENSES NON ADMISSIBLES |
| Achats de produits agricoles admissibles | Réparation de machinerie |
| Emballages, contenants et ficelles | Travail ou élevage à forfait |
| Engrais et chaux | Frais de publicité et de promotion |
| Semences et plants | Réparation de bâtiments et de clôtures |
| Pesticides | Autres primes d'assurance |
| Primes d'assurance récolte | Cotisations et abonnements |
| Honoraires de vétérinaires, médicaments, frais d'insémination artificielle | Honoraires juridiques et comptables |
| Minéraux, sel et urée | Salaires versés à des personnes ayant un lien de dépendance |
| Salaires versés à des personnes sans lien de dépendance | Frais de bureau |
| Électricité | Dépenses relatives aux véhicules à moteur |
| Transport et expédition | Petit outillage |
| Huile à chauffage | Analyse des sols |
| Essence, carburant, diesel, huile | Licences et permis |
| Entreposage et séchage | Téléphone |
| Aliments préparés | Location de machinerie |
| Contribution aux plans conjoints | Défrichage et drainage |
| | Intérêts (sur immobilier, hypothèque et autres) |
| | Impôts fonciers |
| | Loyers (terrains, bâtiments, pâturages) |
| | Location de contingents (œufs, volaille, lait) |
| | Gravier |
| | Achats de produits pour la revente |
| | Amortissements |
| | Rajustement obligatoire de l'inventaire |
| | Rajustement facultatif de l'inventaire |
| | Dépenses liées à des revenus non admissibles |